

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIE(N)-BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agréation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

 diteur responsable : Robert Tangre
Rue Jules Destr e, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles n  222 – Mars 2019

SOCIÉTÉ

La Belgique, médaille d'or mondiale de l'hypocrisie climatique

Les écoles catholiques sont-elles les chouchoutes de nos journalistes ?

La RTBF va-t-elle réellement plus souvent dans les écoles catholiques ?

INTERNATIONAL.

Malgré les affaires de corruption, la Roumanie prend la présidence de l'UE : « L'Europe a de sérieuses raisons de s'inquiéter »

Audi Hongrie.  clatante victoire des ouvriers après une semaine de grève !

HISTOIRE

L'armée belge des Partisans armés

« Frères obscurs, personne ne vous nomme »

LIBRES PROPOS

Le diesel : très bien expliqué, avec ceci vous allez comprendre ...

Le recyclage des plastiques version wallonne

Mais qu'est-ce qu'on a fait aux enfants !

Ma mère, 94 ans et Internet

EVENEMENTS   VENIR



SOCIÉTÉ

LA BELGIQUE, MÉDAILLE D'OR MONDIALE DE L'HYPOCRISIE CLIMATIQUE

"SORTIR DU CAPITALISME POUR SAUVER LE CLIMAT, LA NATURE ET L'HUMAIN"



Par Franklin Dehousse, professeur à l'Université de Liège, ancien représentant de la Belgique dans les négociations européennes, ancien juge à la Cour de justice de l'Union européenne.

Nos gouvernants accordent plus d'importance à leur standing et carrière personnelle qu'au réchauffement climatique. Ils font l'inverse de ce qu'ils affirment devant les caméras. Comment s'étonner après du discrédit de la politique, spécialement chez les jeunes ? Nous avons besoin de réelles décisions, prises par des responsables.

Les manifestations pour le climat sont une mobilisation bienvenue du public pour une cause essentielle. Les réactions des gouvernants, en revanche, oscillent souvent entre le risible et la manipulation. «Nous voulons une autre politique du climat», scandent les manifestants. «Nous aussi», répondent avec pathos les ministres compétents à la télévision. Alors, on se demande pourquoi ils ne l'ont pas déjà mise en œuvre

depuis 2014, date de formation des gouvernements. Cette schizophrénie est évidemment liée aux élections proches, mais elle contribue encore au discrédit de la politique, spécialement chez les jeunes.

ORGIE DE COMMUNICATION CREUSE

Comment pourraient-ils comprendre par exemple Mme Schauvliege, ministre flamande, qui se déclare «renforcée par les manifestations». Doit-on croire qu'elle voit des panneaux que personne n'a vus ? Comment comprendre Mme Marghem, ministre fédérale, qui affiche même son désir de participer aux manifestations ? (En portant un panneau «Marghem, démission !», peut-être, voilà qui pourrait être original). Sans compter tous les autres responsables qui viennent chacun avec leur petit cadeau budgétaire ou fiscal... au nom du changement climatique, bien sûr. De Wever explique que les jeunes ne doivent pas croire aux catastrophes et que les technologies régleront tout (sans doute lit-il tant le pacte ONU sur les migrations qu'il en oublie le dernier rapport du GIEC, qui laisse seulement 12 ans à la planète pour corriger une trajectoire qui la mène à de forts accroissements de température). Quant au Premier ministre, il prêche par le contre-exemple en se rendant en jet personnel à Davos, où sa pensée ne laisse pourtant pas le moindre souvenir (Mme Marghem prenait déjà de même un jet personnel pour assister, muette par surcroît, ... à la conférence sur le changement climatique de Katowice). Des comportements qui montrent que nos gouvernants accordent beaucoup plus d'importance à leur standing qu'au réchauffement climatique.

LA BELGIQUE, UN DES QUATRE ETATS DE L'UE SOUS SES OBJECTIFS DE CO2

Cette orgie de communication creuse masque une mauvaise gestion du climat en Europe (qui continue surtout à consommer beaucoup de CO2 en exportant sa production à l'extérieur). Cette gestion est spécialement mauvaise en Belgique. D'autres pays européens s'en tirent tout de même mieux. Il suffit de visiter le Danemark ou les Pays-Bas, par exemple. En Belgique, rien de fondamental n'a changé depuis 2014. La politique de mobilité était une catastrophe. Elle le reste. (La pollution de l'air et les embouteillages ont même encore augmenté, et nous dépassons régulièrement les normes maximales de l'OMS.) La stratégie énergétique était inexistante, sans perspective sur le remplacement du nucléaire. Elle le reste. Le parc immobilier était vieux et peu performant. Il le reste. Le modèle agricole était intensif et industriel. Il le reste. La taxation environnementale était risible. Elle le reste. Et il n'existe toujours pas de prix du carbone. La Belgique est un des quatre Etats

membres en-dessous de ses objectifs de CO2 pour 2020. Surtout, on ne voit pas de réelles perspectives de changement pour tous ces problèmes.

INTRIGUES DE MME MARGHEM EN COULISSES

Pire, parfois la communication politique ne masque pas seulement une inaction crasse, mais une manipulation franche. C'est le cas par exemple quand la ministre fédérale de l'Energie intrigue discrètement dans les coulisses pour faire baisser les objectifs européens pour les émissions de CO2 (un exercice d'ailleurs répété dans le cadre du Benelux, où la Belgique a refusé de soutenir les ambitions des Pays-Bas et du Luxembourg). C'est aussi le cas quand le gouvernement fédéral, sous la pression constante de la N-VA, essaie même de détruire la directive européenne sur l'efficacité énergétique, pourtant un pilier essentiel de la transition énergétique. On mène ainsi en toute discrétion le sabotage de la politique qu'on prétend défendre. Comment s'étonner après du discrédit de la politique ?

LA CROYANCE QUE L'INNOVATION ARRÊTERA LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

De façon générale, nombre de gouvernants en Europe suivent un chemin dangereux. Ils tentent de se faire (ré) élire en expliquant aux électeurs que demain on raserait gratis, et que le réchauffement climatique s'arrêterait spontanément grâce au marché et à l'innovation.

La communauté mondiale des climatologues dit exactement l'inverse (voir le dernier rapport du GIEC). De plus, s'il existe une constante depuis la convention de Rio de Janeiro en 1992, c'est qu'elle a souvent été trop prudente dans ses avertissements. Dans un monde en forte expansion démographique, avec des pays émergents énormes qui commencent seulement à imiter notre mode de vie coûteux en CO2, et un rôle toujours central des énergies fossiles, c'est une illusion de croire qu'on inversera la tendance sans des changements importants de comportement, surtout après autant de temps perdu.

BRICOLAGE BUREAUCRATIQUE DIGNE D'UNE SATIRE TÉLÉVISÉE

En Belgique, toutefois, le bricolage bureaucratique demeure le grand (et seul) mode d'action de l'Etat. De façon révélatrice, après la première manifestation sur le climat, les divers gouvernements annoncèrent qu'ils avaient pris une grande décision, celle de créer une nouvelle structure dans laquelle ils pourraient discuter de leurs différentes options. C'est digne d'une satire télévisée. Nous avons tellement de ministres et d'administrations que maintenant nous en allons en créer une nouvelle pour gérer le dialogue entre tous les autres ! A ce rythme-là, la mer sera sur la Grand Place de Bruxelles avant qu'on ait accouché d'un programme d'action sérieux. Après des années de concertation largement stériles, nous n'avons pas besoin de débats supplémentaires. Nous avons besoin de réelles décisions, prises par des responsables qui préféraient se

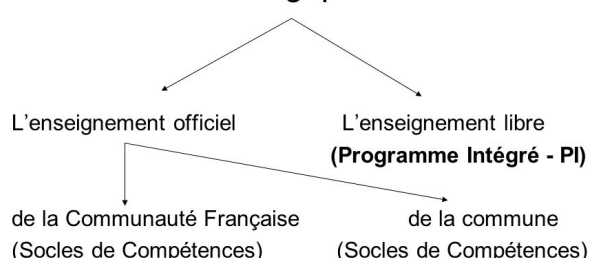


concentreront sur le futur de la génération suivante, et pas seulement celui de leur carrière personnelle. Nos jeunes réclament simplement un système qui fonctionne, et ils ont cruellement raison.

Extrait de la Libre (Opinion : contribution externe)

LES ÉCOLES CATHOLIQUES SONT-ELLES LES CHOUCHOUTES DE NOS JOURNALISTES ?

Les réseaux d'enseignement en Belgique



N.B. : La présentation concerne uniquement le Programme intégré.

C'est une réflexion - un reproche plutôt - qui nous revient régulièrement : nous donnerions plus de poids à l'enseignement libre (essentiellement catholique). La preuve : nous irions davantage tourner nos sujets dans des écoles catholiques. Comme si rien ne se passait qui vaille la peine d'être mis en lumière dans les écoles de l'enseignement officiel.

Illustration avec les réactions de téléspectateurs reçues après les JT de 13h et 19h30 du 23 janvier 2019. Des JT comprenant deux sujets tournés dans des écoles dont le nom ne laissait guère de doute sur leur réseau : l'école fondamentale libre du Sacré-Cœur à Bois-de-Villers, le Collège Sainte-Véronique à Liège et le Collège Saint-Hubert de Watermael-Boitsfort...

« Inadmissible !!! » pour Hubert D. De son côté, Christiane M. déplore que les activités soient « une nouvelle fois » tournées dans le réseau libre, tandis que « le réseau officiel est très peu sollicité ». Micheline D. P. quant à elle s'interroge : « Les écoles de l'enseignement officiel sont-elles écartées de ces reportages ou refusent-elles d'y participer ? ».

QUE S'EST-IL PASSÉ LE 23 JANVIER ?

Revenons d'abord sur ces reportages. Comment les lieux de tournage ont-ils été choisis ? Benjamin Carlier s'est occupé du sujet sur les enfants jouant dans la neige à la récréation. Un sujet qui lui a été demandé à 8h30 ce matin-là, pour diffusion dès 13 heures. « Il fallait une école avec de la neige, il fallait tourner à 10 heures pendant la récré et en plus il fallait une autorisation parentale pour pouvoir filmer les enfants », détaille-t-il. Peu importe le réseau, le journaliste appelle plusieurs écoles dans la région namuroise... Et la première à lui donner le feu vert est une école catholique.

Pendant ce temps-là, à Liège, sa collègue Anne-Catherine Croufer cherche une école pour filmer des jeunes impliqués dans les manifs pour le climat. « J'ai cherché une école avec beaucoup d'élèves, dynamique et qui dit oui tout de suite », explique-t-elle. La journaliste avait en tête un directeur accueillant chez qui elle avait dû annuler un reportage à la rentrée. Elle l'appelle et c'est bingo. Ecole catholique.

Elle ne le sait pas encore mais le soir, le sujet sera complété par un tournage effectué la veille à Bruxelles dans une autre école par un autre journaliste, Thibault Balthazar. Hasard : il s'agit à nouveau d'une école catholique. « Je n'ai pas regardé si c'était catholique ou pas, une école c'est une école ». Aurait-il fallu veiller à varier les réseaux au sein du même sujet ? Pas forcément, pour lui, car cela comporte aussi un risque : « Si on cherche deux types d'avis et qu'on va les chercher dans deux réseaux différents, ça peut donner l'impression que chaque école est représentative de l'avis général de son réseau... Ce serait caricatural ! ».

DES ÉCOLES LIBRES... PLUS LIBRES

Ces trois journalistes font un constat largement partagé au sein de la rédaction : les écoles catholiques répondent en général tout simplement plus vite. Et la plupart du temps, c'est « oui », quel que soit le sujet. Il faut dire que dans le libre, le directeur est souvent seul à prendre et assumer sa décision. Il arrive qu'il doive passer un coup de téléphone mais la réponse tombe habituellement en quelques minutes. « C'est comme si le directeur était le gestionnaire d'une mini-entreprise : ils ont plus de responsabilités que dans l'officiel et ils savent l'intérêt de donner une image positive dans les médias », estime Benjamin... Pour des journalistes pressés par le temps, c'est plus que précieux : c'est indispensable.



Le tableau est très différent dans l'enseignement officiel : il faut demander des autorisations, passer par plus d'intermédiaires. Certaines directions d'école n'osent même pas répondre à nos questions informelles par téléphone tant qu'elles n'ont pas de feu vert officiel. Peur de se faire taper sur les doigts, ce qui arrive dans certains PO (pouvoirs organisateurs).

Du côté de la Fédération Wallonie-Bruxelles, il faut envoyer un mail à l'administration qui doit remonter jusqu'au cabinet de la ministre. Selon le porte-parole Eric Etienne, il y a un allègement des procédures et une volonté d'ouverture « depuis 2013 ». Mais force est de constater que ça prend plus de temps. C'est donc plus facile pour des tournages qu'on peut anticiper que pour des tournages dans l'urgence. « On pourrait encore améliorer la procédure », admet le porte-parole qui promet d'y réfléchir. Après tout, plus d'autonomie pour les chefs d'établissements, c'est l'une des promesses du Pacte d'excellence.

Un décret vient par ailleurs d'être voté pour que le pouvoir organisateur (qui gère les écoles du réseau) soit autonome par rapport à l'administration générale de l'enseignement (qui régule l'ensemble des écoles, organisées ou non par la Fédération). C'est vrai, c'est technique, mais l'air de rien, c'est une petite révolution. Aujourd'hui, quand on tourne un sujet sur une mesure gouvernementale, on peut difficilement espérer une parole libérée dans des établissements qui dépendent directement de la ministre.

Les directions devraient pouvoir dire oui ou non, prendre leurs responsabilités sans craindre des critiques négatives.

Du côté des provinces et des communes, c'est très variable. Certains échevins sont de vrais facilitateurs. On sait qu'on peut les appeler et que

ce sera efficace. D'autres sont dans le contrôle, veulent des garanties, voire insistent pour figurer eux-mêmes dans le reportage. Les autorisations mettent du temps à arriver, au point qu'on renonce à appeler certaines communes ou provinces quand on est dans l'urgence : ça ne sert à rien.

Pour Anne-Catherine, « les directions devraient pouvoir dire oui ou non, prendre leurs responsabilités sans craindre des critiques négatives ». Suggestion soumise à Fanny Constant, secrétaire générale du CECP (Conseil de l'enseignement des communes et des provinces), bien consciente que les réalités sont très diverses en fonction des échevins. « J'y ai déjà réfléchi, expose-t-elle. On peut réfléchir à une manière de sensibiliser les PO, de façon à donner une plus grande autonomie, d'encourager une certaine prise de responsabilité des directions d'écoles ».

UN PRÉFET NE PARLE JAMAIS EN SON NOM PROPRE

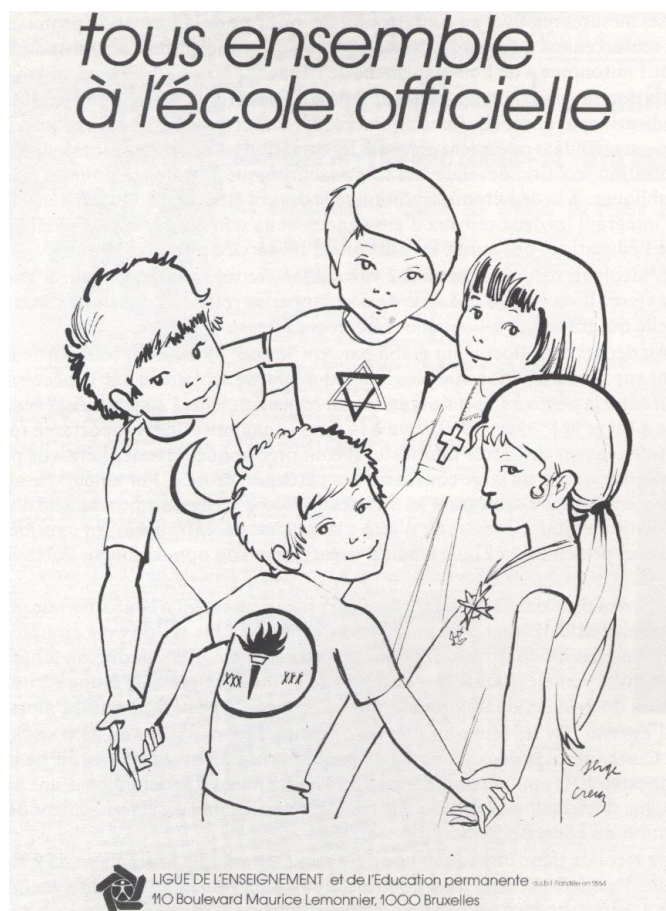
Qu'en pense-t-on à la ville de Bruxelles ? Le plus gros PO (pouvoir organisateur) de la Région bruxelloise est aussi l'un des plus difficiles d'accès. Mais pour l'échevine Faouzia Hariche, il est difficile de comparer un PO avec une école (comme dans l'enseignement catholique, décentralisé) et un PO avec des dizaines d'écoles, comme le sien. « Dans l'enseignement catholique, un directeur parle pour une école. Tandis que quand un préfet engage la ville de Bruxelles, il ne parle pas pour une seule école : il parle pour 33.000 élèves. Il parle au nom du PO, jamais en son nom propre », explique-t-elle.

Une réflexion qui peut se comprendre quand il s'agit de sujets plus politiques. Mais pour des sujets légers, comme la neige dans la cour de récré, ne pourrait-on pas imaginer un peu plus de souplesse ? Oui en théorie. Mais en pratique, pas vraiment. « Il faut reconnaître que de temps en temps les médias, et surtout la presse écrite, coïncident les gens. Ensuite les directions sont super-ennuyées. Renvoyer vers l'échevin, ça permet de se couvrir », estime-t-elle. D'autres échevins de gros PO n'ont pourtant pas la même lecture de leur rôle lui dit-on. « Je vais en parler avec les directions », propose Faouzia Hariche. Qui regrette que les médias renvoient souvent une image négative de l'enseignement officiel. « On ne voit la RTBF que quand il y a un arrêt de travail ».

LA RTBF VA-T-ELLE RÉELLEMENT PLUS SOUVENT DANS LES ÉCOLES CATHOLIQUES ?

Comme certains téléspectateurs, Faouzia Hariche

et Fanny Constant ont le sentiment que la RTBF se rend davantage dans les écoles catholiques. Vu tout ce qu'on vient de détailler, cela ne serait guère étonnant. Mais cela valait tout de même la peine de vérifier.



Votre dévouée journaliste a donc fait quelques recherches dans les archives, histoire d'objectiver la chose. Les sujets diffusés le 23 janvier sont-ils représentatifs d'une tendance plus générale ? Pour le savoir, j'ai tapé le mot « école » dans notre moteur de recherche et j'ai collecté tous les sujets spécifiquement réalisés dans des écoles depuis un an dans les JT de 13h et de 19h30. Certains d'entre eux sont sûrement passés à travers les mailles du filet mais j'en ai tout de même relevé 88, dont une quinzaine de sujets diffusés deux fois, donc plus de cent diffusions au total. Un bel échantillon.

Conclusion : 36 sujets dans le libre (essentiellement catholique), 40 dans l'officiel et (seulement) 4 sujets mixtes (les deux réseaux sont représentés). Sans parler de la poignée de reportages dans des écoles privées payantes ou non identifiées.

Selon cet échantillon, nous allons donc en réalité, et malgré les obstacles, un peu plus souvent dans l'officiel ! Evidemment la représentation des réseaux peut beaucoup varier d'une semaine à l'autre. A la rentrée des classes cette année, c'est l'officiel qui

était à la fête mais d'autres années, c'était peut-être l'inverse...

Fanny Constant du CECF fait remarquer qu'il faudrait aussi prendre en compte les voix officielles qui représentent les réseaux : entend-on plus le Segec (catholique) que les représentants des réseaux officiels ? Je n'ai pas de réponse à cette question qui demanderait des recherches beaucoup plus complexes. Dans cet exercice, je me suis concentrée sur les écoles elles-mêmes.

A QUEL POINT SOMMES-NOUS EN DÉCALAGE AVEC LA RÉALITÉ ?

Globalement, libre et officiel se partage le gâteau de nos sujets en deux, avec une légère surreprésentation de l'officiel. Comme dans la réalité ?

En Belgique francophone, il y a plus de 870.000 élèves. La moitié va dans l'enseignement libre et l'autre moitié dans l'officiel. Avec des nuances : en maternelle et en primaire, la balance penche pour l'officiel (60%), en secondaire la balance penche pour le libre (60%). C'est grosso modo ce que j'observe dans les sujets collectés.

C'est d'autant plus remarquable que j'ai compté près de quarante journalistes différents ayant réalisé entre un et quatre reportages dans l'échantillon. Dont moi. Ce qui veut dire que personne n'a au jour le jour une vision globale de ce qui a déjà été tourné dans tel ou tel réseau.

MAIS QUI BÉNÉFICIE DES SUJETS POSITIFS ?

L'autre grande récrimination concerne la teneur des sujets. Alors, fait-on plus de sujets positifs dans les écoles catholiques et plus de sujets négatifs dans les écoles officielles ?

J'ai considéré comme « sujets positifs » ceux qui montrent des chouettes initiatives ou qui génèrent une image plutôt sympathique (la Saint-Nicolas, un projet théâtral, une initiative pour la lecture, des cours de chinois, etc.) : résultat identique dans les deux réseaux. Mais petit avantage à l'officiel pour la rentrée des classes avec trois sujets sympathiques supplémentaires.

Dans les sujets neutres (illustration), même constat, c'est réparti entre les deux réseaux.

Là où il y a une différence, c'est dans les sujets négatifs. J'ai considéré comme négatifs les polémiques, les faits divers, ce qui a trait à des problèmes dans les écoles. Et là on voit que l'enseignement officiel est davantage représenté, en particulier dans le secondaire. Polémique à la ville de Bruxelles à propos d'une liste noire d'élèves perturbateurs, soupçons de pédophilie dans une école de Forest, encadrement psychologique après une agression au couteau, une école délabrée, etc. Ceci dit ces sujets restent une minorité : quatre dans le catholique, 12 dans l'officiel, sur un total de 88 sujets, sur un an. Ce sont surtout des sujets liés à l'actualité pour lesquels on ne choisit pas de tourner dans tel ou tel réseau.

COMMENT EXPLIQUER LA PERCEPTION QUE NOUS SOMMES MOINS FAVORABLES À L'ENSEIGNEMENT OFFICIEL ?

Si l'on part du principe que la collecte de sujets est suffisamment représentative, ce que je pense, le fait que l'on tourne un peu plus dans l'officiel mais que cela corresponde aussi à un nombre un peu plus élevé de sujets « à problèmes » explique peut-être cette impression récurrente que la rédaction accorde plus d'attention positive à l'enseignement catholique, surtout dans le secondaire.

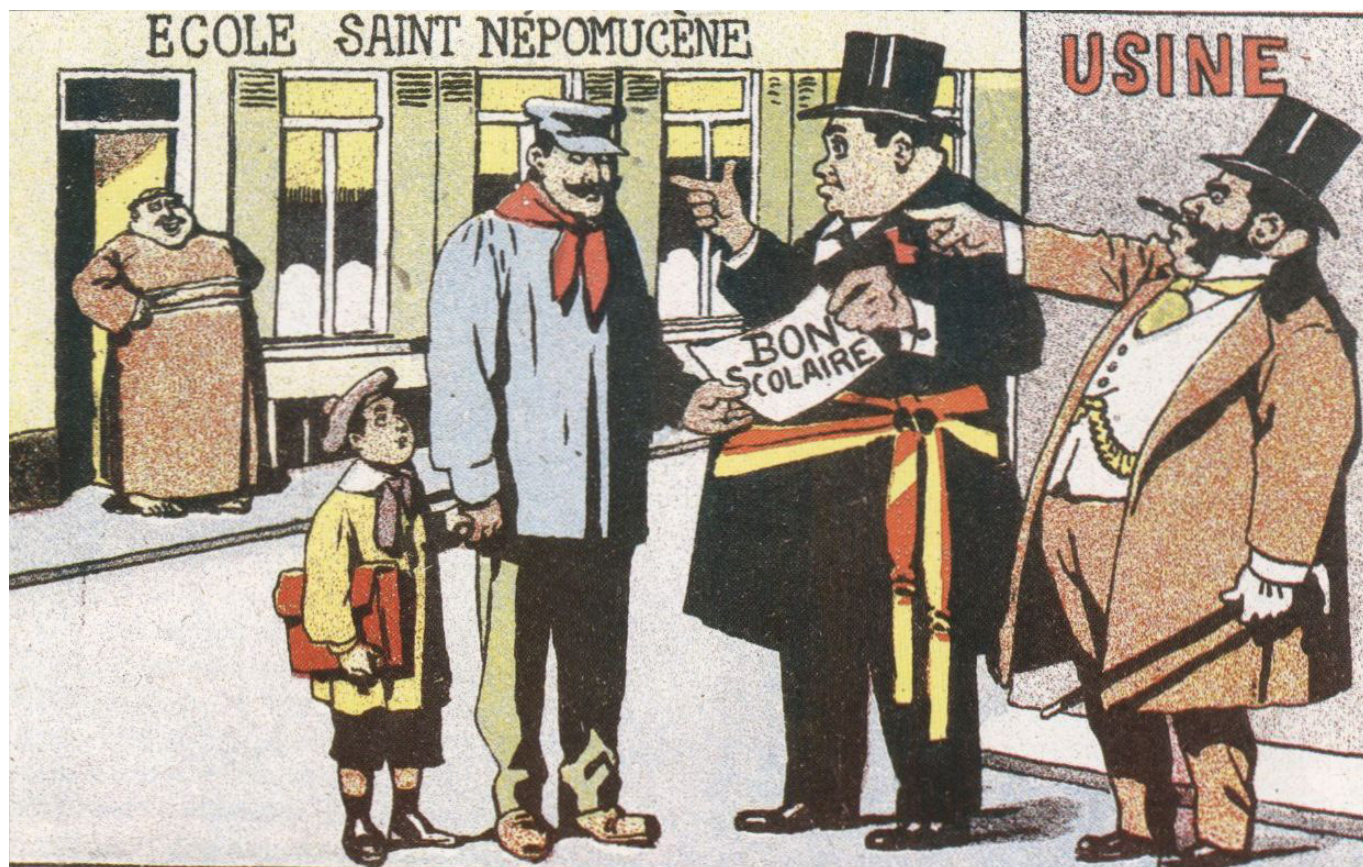
toujours conscient du poids numérique réel – important – de l'enseignement libre dans le paysage de l'enseignement francophone.

Pour beaucoup de personnes laïques, l'enseignement libre reste une anomalie

Par ailleurs, curieusement, quand nous tournons plusieurs sujets neutres ou positifs dans l'officiel, nous ne recevons pas de réactions côté catholique estimant que c'est déséquilibré. Comment expliquer cette différence ? Serait-ce lié à notre histoire scolaire mouvementée ? A l'histoire du mouvement laïque en Belgique ?

Pour Caroline Sägeser, chercheuse de l'ULB spécialiste de la laïcité et des religions, il faut se souvenir qu'en Belgique, le mouvement laïque est historiquement un mouvement d'opposition face au pouvoir de l'Eglise et à son influence sur les rouages de l'Etat. « Pour beaucoup de personnes laïques, l'enseignement libre reste une anomalie. Il y a peut-être une conviction que l'enseignement officiel est davantage légitime que l'enseignement catholique, qui reste un enseignement privé subventionné. Surtout sur une chaîne publique comme la RTBF », estime-t-elle.

Autre hypothèse : le public n'est peut-être pas « L'école a été le premier champ d'affrontement de



part et d'autre du clivage philosophique, et ça le reste. Les compromis auxquels on est arrivé, dont la loi du Pacte scolaire, sont vécus par beaucoup de personnes laïques, qui ont le modèle français en référence, comme des échecs pour la laïcité. Donc oui, il y a cette position un peu défensive par rapport à l'enseignement libre dans le monde laïque ». Une sensibilité qui pourrait aussi expliquer cette vigilance face à nos journaux télévisés et nos journaux radio.

INTERNATIONAL

MALGRÉ LES AFFAIRES DE CORRUPTION, LA ROUMANIE PREND LA PRÉSIDENTIE DE L'UE: «L'EUROPE A DE SÉRIEUSES RAISONS DE S'INQUIÉTER»

Après l'Autriche, c'est au tour de la Roumanie de prendre la présidence tournante de l'Union européenne, pour six mois. Une accession critiquée. «Le gouvernement de Bucarest n'a pas encore pleinement compris ce que signifie présider les pays de l'UE» a ainsi déclaré le président de la Commission, Jean-Claude Juncker. Il met en doute la capacité du pays d'être à l'écoute des autres, et mettant ses propres préoccupations nationales au second plan. Un pays qui est en outre divisé entre un président pro-européen de centre-droit et un gouvernement de gauche très critique à l'égard des institutions européennes.



TROP CONCENTRÉ SUR LES AFFAIRES DE CORRUPTION ?

Selon Jean-Michel De Waele, politologue à l'ULB, «l'Europe a de sérieuses raisons de s'inquiéter et c'est d'ailleurs dommage qu'elle s'inquiète si tard.»

«Le gouvernement roumain est un gouvernement qui est totalement concentré sur des affaires de corruption au gouvernement et essaie d'éviter la prison pour un certain nombre de ses membres ; c'est la seule chose qui l'intéresse à l'heure actuelle. On peut donc à la fois douter qu'il ait l'Europe en priorité et qu'il y ait des problèmes d'agenda dans les mesures que le gouvernement roumain va prendre, qui risquent d'être condamnées par la Commission européenne. Je vous ferai remarquer qu'avant ça on avait une présidence autrichienne, où l'extrême droite participait au gouvernement autrichien, donc ça posait aussi quelques questions.»

Une affirmation que conteste le PSD, plus grand parti roumain, qui déclare «qu'aucune des décisions du gouvernement actuel n'a eu en aucune manière pour effet de limiter la lutte contre la corruption en Roumanie ni d'empêcher les enquêtes en cours contre les décideurs. Au contraire, ces dernières années, une grande partie des enquêtes DNA ont été conduites devant les tribunaux pour acquitter les accusés. Ces décisions ont appartenu exclusivement aux juges, sans aucune ingérence du gouvernement.

En juillet 2018, ce même gouvernement a obtenu le limogeage de la cheffe du parquet anti-corruption (DNA). Le président Klaus Iohannis (de centre-droit) avait longtemps posé son veto à ce limogeage, mais a été obligé de le lever par une décision de la Cour constitutionnelle.

Laura Codruta Kovesi est connue pour ses critiques envers le gouvernement et ses réformes controversées du système judiciaire. Fin février, la magistrate avait indiqué que malgré «des attaques sans précédent» de la part du gouvernement, son parquet anti-corruption avait renvoyé devant les tribunaux en 2017 un millier de personnes, dont trois ministres, cinq députés et un sénateur. Selon le JDD, ces cinq dernières années, la procureure a renvoyé devant la justice 68 officiels de haut rang — 14 ministres et anciens ministres, 39 députés, 14 sénateurs et un parlementaire européen — dont 37 (soit plus de la moitié) ont été condamnés définitivement.

En octobre 2018, le procureur général roumain Augustin Lazar et d'autres magistrats se sont alarmés mardi après l'adoption par la gauche au pouvoir de nouvelles mesures restreignant, selon eux, l'efficacité des parquets en charge de la lutte contre la corruption et le crime organisé. En cause, une ordonnance imposant au moins dix ans d'ancienneté pour pouvoir travailler au parquet

anti-corruption, impliquant la mutation de 90 jeunes magistrats spécialisés.



Le PSD ajoute : «Ni les lois du pouvoir judiciaire ni celles envisageant les codes pénaux n'ont été modifiées par des ordonnances du Gouvernement roumain, mais par un long processus parlementaire soumis chaque fois, même à plusieurs reprises au contrôle de la Cour constitutionnelle. Au contraire, les principales mesures adoptées par le gouvernement au cours des dernières années ont été d'augmenter les revenus des Roumains et d'assurer une croissance économique durable, faisant de la Roumanie l'un des pays les plus développés de l'Union européenne.»

Début 2017, des dizaines de milliers de Roumains sont descendus dans la rue pour manifester contre le gouvernement roumain, après qu'il ait adopté de manière assez discrète, dans la nuit du 30 janvier, un décret d'urgence permettant aux fonctionnaires et aux responsables politiques d'échapper à des peines de prison en cas d'abus de pouvoir constituant un préjudice inférieur à 44.000 euros. Face à cette contestation populaire, le gouvernement a fait marche arrière, sans pour autant que la colère de la rue ne se calme totalement.

Plus récemment, ce lundi 22 janvier, le ministre de la Justice roumain Tudorel Toader — qui avait demandé la destitution de la procureure anti-corruption Laura Codruta Kövesi — a annoncé vouloir faire adopter un décret d'urgence qui permettrait de revenir sur des verdicts prononcés par la Haute Cour de cassation et de justice, la plus haute juridiction roumaine qui juge notamment les responsables politiques. Parmi celles-ci, figure M. Dragnea, chef du Parti social démocrate (PSD, socialiste). Il avait été condamné en appel en 2016 à deux ans de prison avec sursis pour fraude électorale, une peine l'empêchant de briguer le poste de Premier ministre.

Le gouvernement roumain s'appuie sur une décision rendue en novembre par la Cour constitutionnelle qui avait déclaré illégal le fait que seuls quatre des cinq juges de la Haute Cour de cassation et de justice soient tirés au sort, et non l'ensemble des cinq magistrats. Les juges constitutionnels avaient donné raison au gouvernement qui les avaient saisis mais ils avaient exclu que leur arrêt soit rétroactif et ait une incidence sur les condamnations prononcées depuis que cette pratique est en vigueur, soit environ



350 verdicts depuis 2014.

Les pays de l'Est sont les boucs émissaires de ce qui ne fonctionne pas en Europe

Le spécialiste de l'Europe centrale estime cependant «qu'aussi bien à la Commission européenne que dans l'Union européenne, c'est toujours beaucoup plus facile de taper sur les pays de l'Est et les nouveaux venus, qui sont les boucs émissaires de tout ce qui ne fonctionne pas en Europe, que de taper par exemple sur l'Autriche. Je suis assez étonné qu'on n'ait pas entendu plus de commentaires sur la présidence autrichienne, alors que le gouvernement autrichien prenait toute une série de mesures qui contreviennent aux valeurs européennes.»

«Le rêve de ce gouvernement est de faire voter des lois qui empêchent un certain nombre de responsables politiques ou de ministres d'aller en prison, soit parce qu'ils vont être condamnés, soit parce qu'ils sont condamnés, et dès lors, de devoir revoir le système juridique roumain qui le ferait sortir de ce qui est acceptable pour l'Union européenne, commente Jean-Michel De Waele. Ça la mettrait évidemment assez mal que le gouvernement roumain présidant l'Union européenne prenne des mesures qui contreviennent aux législations européennes. C'est un exemple parmi d'autres, la gestion des fonds communautaires et le fait que la Roumanie n'est pas le centre du monde. L'agenda est mondial et non pas d'essayer d'éviter la prison à M. Dragnea ou à d'autres mafieux au pouvoir en Roumanie à l'heure actuelle.»

Face à ces déclarations, le PSD a tenu à clarifier le fonctionnement du système judiciaire roumain. «Bien que la Constitution dispose en Roumanie que les procureurs sont subordonnés hiérarchiquement et agissent sous l'autorité du ministre de la Justice, la réforme judiciaire a assuré leur indépendance dans les enquêtes et la conduite des enquêtes pénales. Contrairement à de nombreux pays européens, le ministre de la Justice ne peut demander aux procureurs d'ouvrir ou de suspendre une enquête criminelle et ne peut pas déclencher une enquête disciplinaire sur les magistrats.»

Autre question que pose le politologue, est celle de la composition des grands partis politiques au Parlement européen. «Le Parti social-démocrate roumain, totalement mafieux, est membre du Parti socialiste européen ; [le président hongrois]

Orbán, (connu pour ses positions extrémistes, ndlr) est membre du Parti populaire européen. Au moment où il y a une défiance des citoyens vis-à-vis de la construction européenne et du pouvoir politique, il y a un souci de cohérence de la part de nos élus. Le gouvernement roumain appartient à une grande famille politique européenne, c'est la même chose en Hongrie, il est temps que les partis politiques belges, membres des grandes organisations ou des partis politiques européens, prennent des mesures fortes.»

GRAND DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Et de rappeler que l'Union européenne permet, aussi, à ses derniers membres de se développer... Ces mêmes pays qui sont très critiques envers la politique européenne.

«Dans les pays d'Europe centrale, dont la Roumanie, ce qui est remarquable, c'est que l'Union permet le développement de pays, certes de façon inégalitaire, certes avec des problèmes de corruption, mais les progrès sont là. Si on veut voir à quoi sert l'Union européenne, voyons le développement d'un certain nombre de pays d'Europe centrale. Mais ce qui est évidemment très paradoxal, c'est que l'argent de l'Union européenne sert à des gouvernements qui n'ont de cesse de critiquer l'Union européenne. Alors, je suis très sensible aux critiques de l'Union européenne, qui a commis un certain nombre d'erreurs en imposant partout des politiques d'austérité, mais ceci étant, l'Union européenne apporte des choses positives, entre autres à la Roumanie. La difficulté, c'est que si la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie vont bien, c'est grâce à l'Union européenne.»

Le PSD soutient également que la politique d'austérité était un mauvais chemin, que la Roumanie n'a pas suivie. «La Roumanie a enregistré ces dernières années les taux de croissance économique les plus élevés, précisément parce qu'elle a cessé de suivre les politiques d'austérité recommandées par la Commission européenne. Encourager la production industrielle, augmenter les revenus de la Roumanie, assouplir les finances publiques et soutenir l'agriculture roumaine ne sont que quelques-unes des politiques gouvernementales qui ont donné l'impulsion à la croissance économique de la Roumanie ces dernières années.»

Extrait de RTBF Info

AUDI HONGRIE. ÉCLATANTE VICTOIRE DES OUVRIERS APRÈS UNE SEMAINE DE GRÈVE !

Une victoire sur toute la ligne pour les ouvriers d'Audi Hongrie qui risque d'impacter l'ensemble de la classe ouvrière hongroise et celle de toute la région.



On parle de l'un des sites de production les plus importants d'Audi. Les 13 000 ouvriers et ouvrières du site de la ville de Győr, à l'ouest de la Hongrie, ont généré 8,3 milliards de dollars de revenu net, 12% des profits totaux pour Audi au niveau mondial. L'usine de Győr fournit des pièces à 32 autres sites du groupe Volkswagen, auquel appartient Audi. Quant à l'économie hongroise, l'usine Audi représente 1,4% du PIB national.

On comprend alors qu'une grève suivie par des milliers d'ouvriers (sans doute plus de 9 000 sur les 13 000 salariés) pendant une semaine ne pouvait qu'avoir un impact énorme pour l'ensemble du groupe et pour l'économie nationale.

En effet, jeudi 24 janvier les ouvriers de l'usine entamaient une grève d'une semaine pour une hausse de salaires et de meilleures conditions de travail, notamment l'obtention d'un week-end de repos par mois. Les salariés d'Audi Hongrie dénonçaient le décalage entre leurs salaires et leurs pairs des pays de la région. Effectivement, dans le groupe Volkswagen les salariés hongrois sont ceux qui gagnent le moins par rapport à ceux de la République Tchèque (+25%), de la Slovaquie (+28%), de Pologne (+39%), sans parler des salariés en Europe de l'Ouest où les salaires peuvent être jusqu'à 3,6 fois plus importants que ceux de leurs collègues hongrois.

20% en deux ans. Mais le syndicat, l'AHFSZ (Syndicat Indépendant Audi Hungária) exigeait une augmentation immédiate de 18%. La grève a été très suivie et a obtenu un grand soutien, y compris du syndicat allemand IG Metall. La grève a également provoqué l'arrêt du site Audi d'Ingolstadt en Allemagne et un arrêt partiel du site Volkswagen de Bratislava en Slovaquie.

Finalement, après six jours de grève et plusieurs tentatives de négociations infructueuses la direction a dû céder. Ainsi, les ouvriers ont obtenu : une augmentation des salaires de 18 %, et d'au moins 75 000 huf mensuels (240 euros) ; 400 000 huf en nature par an en 2019 et 2020 (1 250 euros) ; 6 000 huf mensuel en bonus d'ancienneté après la 5ème année, puis 1 500 huf de plus par année supplémentaire ; un week-end de congé par mois garanti.

RISQUE DE CONTAGION ?

La Hongrie, après la restauration du capitalisme, est devenue, à côté des pays voisins, une sorte « d'arrière-cour » pour les industriels allemands, notamment pour les multinationales du secteur automobile. A la recherche d'une main d'œuvre bon marché, beaucoup de multinationales y ont installé des sites pour mener les activités exigeant le moins de qualification. Ainsi, en plus d'Audi, Daimler, Suzuki, General Motors, BMW, entre autres, y ont des usines.



En ce sens, la victoire des ouvriers et ouvrières d'Audi pourrait avoir des répercussions dans d'autres entreprises du secteur en Hongrie et ailleurs. Les syndicats de Skoda en République Tchèque ont déjà déclaré qu'ils sont prêts à suivre l'exemple hongrois si la direction ne répond pas à leurs exigences salariales. Nous ne pouvons pas oublier non plus la grève massive et la victoire des salariés de Volkswagen en Slovaquie en 2017 ou encore la grève de plus de 2 000 ouvriers de l'usine Fiat en Serbie aussi en 2017.

L'entreprise offrait une hausse de salaires de

Ainsi, on ne peut pas exclure que cette victoire de la

grève à Audi Hongrie permette à d'autres secteurs de la classe ouvrière dans l'industrie automobile de relever la tête mais aussi dans d'autres branches de l'industrie et dans le secteur public.

UNE MENACE POUR LE MODÈLE ÉCONOMIQUE D'ORBAN

Cette victoire pose une menace pour le modèle économique de Viktor Orban. Comme déclarait un responsable syndical d'Audi : « nous ne sommes pas en train de penser aux salaires en Hongrie, où nous sommes près du sommet dans l'échelle salariale, mais en termes régionaux (...) [mais] si cela signifie que nous allons pousser vers le haut les salaires à travers la Hongrie, nous sommes d'accord avec ça ».

En effet, la Hongrie est secouée depuis quelques semaines par la contestation populaire face à l'adoption par le gouvernement d'une loi permettant aux entreprises d'imposer des heures supplémentaires aux salariés et de les payer seulement 3 ans plus tard.

En effet, cette loi cherche à répondre aux besoins de main d'œuvre des industriels allemands notamment, en permettant d'augmenter le temps de travail. L'émigration, les bas salaires et des conditions de travail déplorables, les politiques restrictives quant à l'immigration ont provoqué une pénurie de main d'œuvre en Hongrie et dans toute la région. Cela a également provoqué ces dernières années une augmentation des salaires dans le secteur privé (827 dollars par mois) mais sans que cela réussisse à résoudre le problème du manque de main d'œuvre : depuis 2015 le nombre de postes non-pourvus a doublé en Hongrie.

En quelque sorte la grève massive chez Audi Hongrie a été la meilleure réponse de la classe ouvrière face à un modèle économique qui, malgré les discours soi-disant nationalistes et « illibéraux », se base sur la soumission totale aux intérêts des capitaux multinationaux précarisant les conditions de travail et de vie de la classe ouvrière. Ce n'est pas un hasard que l'une des revendications centrales des grévistes chez Audi ait été l'obtention de plus de jours de repos.

Cette victoire éclatante des salariés d'Audi Hongrie, c'est un exemple de comment battre les multinationales mais aussi les plans des gouvernements réactionnaires qui malgré leurs discours, sont à leur service. Dans un pays où pendant

des années la classe ouvrière a subi la violence de la restauration capitaliste et les humiliations imposés par le capital transnational, la victoire des ouvriers et ouvrières d'Audi montre une brèche, rappelle que la lutte de classes paie et que quand la classe ouvrière relève la tête les capitalistes et leurs serviteurs tremblent.

Philippe Alcoy (Extrait de « Révolution permanente »)

HISTOIRE

L'ARMÉE BELGE DES PARTISANS ARMÉS

(Pierre Bodart 1946)

Amis lecteurs



Pour beaucoup, la victoire de la guerre 40 - 45 reviendrait aux Américains. Cette affirmation tend à dissimuler le rôle joué par l'Armée rouge de l'Union soviétique et celui, chez nous, des partisans armés.

Le livre que nous allons publier au fur et à mesure des parutions du bulletin « Nouvelles » vous permettra de connaître le combat important qu'ont joué les militants communistes dans les régions de Charleroi et du Centre.

La rédaction

PRÉFACE

Ce livre n'est pas encore l'historique officiel des partisans, mais c'est déjà, pour les chercheurs et ceux qu'intéresse cette belle et grande levée de boucliers que fut la Résistance dans nos contrées, une superbe documentation quant au travail, aux méthodes et à l'esprit de ceux-là qui furent parmi les plus dynamiques et les plus efficaces des ouvriers de la délivrance.

Sur un autre plan, le livre de Pierre BODART est une réussite, car il nous restitue de façon vivante – parce que vécue – des faits accomplis et contrôlés, sans toucher aux deux écueils si fréquents dans ces sortes d'ouvrages : la sécheresse et le manque d'atmosphère.

Entre les lignes de ces récits, se lit la fierté de l'auteur pour l'œuvre accomplie par ses frères d'armes. Humbles pour la plupart, ils s'étaient donnés à leur patrie. Leur orgueil devant les résultats de leur travail et devant les lourds sacrifices consentis est en tout point légitime.

N'est-ce pas eux, en effet, qui adoptèrent, dès le début de l'occupation, une méthode d'action particulièrement audacieuse ? Sans attendre d'y être invités par le Commandement interallié, ils entamèrent, à leurs risques, la dangereuse tâche du sabotage systématique au moyen d'explosifs. Ils y acquirent une très grande expérience, s'y spécialisèrent, et, quand le moment fut venu, ils contribuèrent, avec le plus grand succès, aux opérations prescrites.

Ces explosions, ces sabotages avaient évidemment un but concret, qui était de priver l'ennemi de l'un ou l'autre de ses moyens. Mais leur retentissement alla bien au-delà. Ce furent les premières manifestations tangibles de l'existence d'une résistance organisée et décidée à tout. Ils ébranlèrent la belle ordonnance du pseudo gouvernement que les Allemands, avec l'aide complaisante de trop de Belges, avaient réussi à imposer à notre pays.

Ces coups de tonnerre dans la nuit eurent un effet magique : on vit les bons citoyens venir, en masse, rejoindre la résistance, les mauvais commencer leur petit mouvement de repli, tandis que les efforts pour amener notre population au travail en Allemagne devenaient vains subitement.

À coup sûr, l'œuvre de la Résistance belge fut immense. Non seulement elle a contribué de façon décisive, selon Montgomery, à l'obtention de la victoire, mais encore, elle a procuré aux Belges une libération éclair qui les a sauvés des destructions, cependant qu'elle sauvegardait Anvers, permettant au continent de respirer immédiatement l'air de la liberté, aux offensives de se continuer, et à notre pays de profiter de la provende qui s'y débarqua dès Décembre 1944.

Quelle part fut celle des Partisans dans cette réussite collective ? Il serait malaisé de le dire. Mais on peut se demander si les choses eussent été ce qu'elles furent, sans l'action énergique et osée des Partisans qui, les premiers, ouvrirent le feu et donnèrent le branle au combat.

Lieutenant-Général Yvan GERARD.

CAMARDES PARTISANTS

Voici quelques pages de votre histoire. Voici des noms ... Vous y reconnaîtrez le nom d'un ami, peut-être fusillé ou rescapé des bagnes nazis ... beaucoup demeurent inconnus, d'autres resteront dans l'ombre.

Il ne faut pas nous en vouloir, puisque ce petit livre est un hommage, un gage de reconnaissance à vous tous, les Partisans, et que chacun de vous, à l'évocation d'un fait d'armes pourra nous dire : « j'en étais » ! Cet honneur en vaut bien d'autres.

Pierre Bodart.

A suivre les épisodes mois après mois

« FRÈRES OBSCURS, PERSONNE NE VOUS NOMME »

Un demi-million de soldats coloniaux furent mobilisés

par la France durant la Première Guerre mondiale, souvent au prix de recrutements forcés. Sur les champs de bataille du Vieux Continent, 15 % d'entre eux périrent.



Enveloppé dans un long manteau noir, appuyé sur une canne, le président Poincaré file droit devant lui, sans un regard pour les troupes qu'il inspecte. Un pas derrière lui, le général de la 6^e armée, Charles Mangin, passe en revue d'un air satisfait «ses» troupes d'Afrique, arrivées du Midi. Une colonne d'hommes noirs, qu'on devine transis de froid, présentant leurs armes. La scène fut photographiée le 2 avril 1917, tout près de Fismes, un village de la Marne. Les tirailleurs «sénégalais» attendent alors le signal pour s'élancer à l'assaut des pentes du Chemin des Dames. Sept ans plus tôt, Mangin, qui s'était taillé une gloire dans les conquêtes du Soudan et du Maroc, publiait la Force noire, un livre dans lequel il préconisait le recrutement massif de combattants issus des populations colonisées. Un atout décisif, selon lui, dans l'affrontement avec l'Allemagne. En 1838, une ordonnance royale avait déjà créé la première compagnie de soldats «sénégalais», encadrée par l'infanterie de la marine.

LA DISCRIMINATION PERDURERA LONGTEMPS, DE RETRAITES « CRISTALLISÉES » EN OUBLI

Deux décennies plus tard, le corps des « tirailleurs sénégalais », essentiellement constitué d'anciens esclaves et de prisonniers de guerre, lui succédait, par décret impérial. Ces combattants sont enrôlés dans la conquête militaire de l'Afrique et dans de brutales opérations de « pacification ».

En Afrique du Nord aussi, des bataillons de tirailleurs indigènes sont formés : zouaves et turcos prennent part aux campagnes du second Empire en Crimée, en Italie ou au Mexique. En 1870, dans la guerre franco-prussienne, des tirailleurs algériens sont envoyés au front : sur les 8000 engagés, 5000 sont tués. Mais c'est surtout dans la Grande Guerre que la France suit les préceptes de Mangin en mobilisant cette « force noire » dont l'implication au cœur du conflit doit aussi manifester sa puissance impériale. Dès la fin de l'année 1914, soldats et travailleurs coloniaux viennent combler l'insuffisance d'effectifs à l'arrière et dans les tranchées. Cet afflux s'accélère à partir de 1916.

Les colonies françaises fourniront, au total, souvent au prix de recrutements forcés allumant des révoltes, un demi-million de soldats coloniaux, majoritairement venus d'Afrique équatoriale et occidentale française (200 000 hommes), d'Afrique du Nord (180 000, majoritairement des Algériens), de Martinique, de Guadeloupe et de La Réunion (100 000), de Madagascar (30 000), de Nouvelle-Calédonie, des Comores, de Somalie ou d'Indochine. Ils combattent sur les champs de bataille du Vieux Continent, mais aussi en Afrique où Français, Anglais et Belges disputent à l'Allemagne ses colonies. Dans les mêmes proportions que les métropolitains blancs, 15 % d'entre eux périssent dans le conflit. Leur expérience traumatique des combats meurtriers, des brimades racistes et des soldes inférieures précipite de multiples ruptures, encourageant, dans l'entre-deux-guerres, puis surtout au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'affirmation de la revendication d'indépendance.

Le 16 avril 1917, lorsque l'offensive du Chemin des Dames est lancée, 15 000 tirailleurs sénégalais y prennent part. C'est l'hécatombe : 7 000 d'entre eux sont fauchés par les mitrailleuses allemandes. Dès le premier soir, ils sont 1 400 à périr. À l'endroit de ces coloniaux qui payèrent cher la « taxe du sang », la discrimination perdurera longtemps, de retraites « cristallisées » en oubli. Ils inspirèrent à Léopold Sédar Senghor un poème amer et mélancolique, Hosties noires : « Vous, mes frères obscurs, personne ne vous nomme. »

Rosa Moussaoui

Extrait de l'Humanité.

LIBRES PROPOS

début: 20°C.

LE DIESEL : TRÈS BIEN EXPLIQUÉ, AVEC CECI VOUS ALLEZ COMPRENDRE.....

2) La cuve commence alors à « dégazer », et on récupère les gaz: propane, butane, GPL.



Ayant travaillé dans les années 80 dans la pétrochimie chez TOTAL. Je crois qu'il est grand temps de vous apporter quelques précisions. Prétendre qu'il faudrait laisser le temps aux gens de migrer des voitures à moteur diesel aux voitures à moteur essence démontre qu'ils n'ont, comme la plupart de nos concitoyens d'ailleurs, aucune idée de comment sont obtenus les différents produits pétroliers. (.....)

Je m'en vais donc éclairer votre lanterne et vous expliquer comment on obtient les différents produits issus de la distillation du pétrole. Eh oui, une raffinerie n'est ni plus ni moins qu'une distillerie et on distille le pétrole comme la lavande pour la parfumerie ou le raisin pour la gnôle. Pour faire simple et en schématisant beaucoup (car en vérité c'est un tout petit peu plus complexe) :

1) On verse du pétrole brut dans une immense cuve et on allume le feu dessous, très doucement au

3) On augmente le feu vers 150 à 200°C, sortent les vapeurs qui, une fois condensées donnent les essences de pétroles. D'abord les nappes, pour la pétrochimie, puis l'essence pour nos voitures.

4) On augmente encore la température jusque vers 300°C. Montent alors les huiles : le kérosène pour les avions, le fameux gazole pour nos moteurs diesel, et le fioul domestique et ainsi de suite.

Il ne reste à la fin plus que les résidus : Les bitumes avec lesquels nous faisons nos routes.

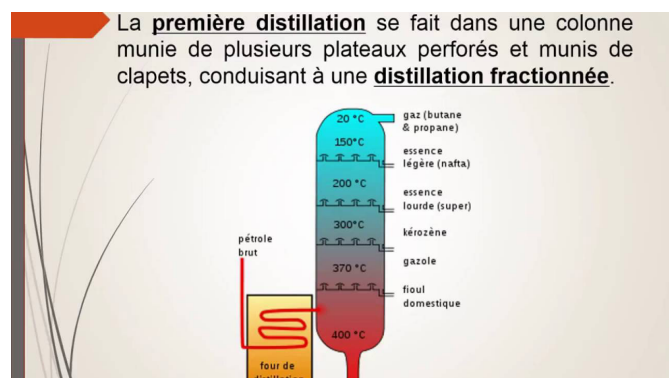
Rien ne se perd dans le pétrole.

CONCLUSION : On ne fabrique pas du gazole à la demande. Qu'on le veuille ou pas, qu'on le consomme ou pas, il sort des cuves au cours du processus. Ce gazole représente 21% de la masse

du pétrole brut, ce qui est loin d'être négligeable. (45% pour l'essence).

La question est : « Qu'est-ce qu'on en fait si on ne le consomme plus ? »

Vers la fin des années soixante, seuls les camions, des bateaux pas trop gros et quelques rares voitures



étaient équipés de moteurs diesel. On ne consommait pas tout le gazole issu des raffineries. Le surplus était rejeté à la mer. Les compagnies pétrolières, devant ce manque à gagner, se sont alors tournées vers les constructeurs automobiles pour leur demander de développer les moteurs diesel, et c'est ce qu'on fait les constructeurs.

Avec de nouveaux alliages acceptant des hautes températures de fonctionnement, des taux de compression plus élevés et l'intégration de système de suralimentation (les turbos) ils ont obtenus des moteurs diesel aussi performant que les moteurs à essence, plus fiables, avec une meilleure longévité et qui consommaient moins. Le succès des moteurs diesel, aidé par une fiscalité moins âpre sur le gazole, a donc été fulgurant.

Je me souviens qu'à l'époque, des panneaux publicitaires de 4m sur 3, faisaient l'apologie du moteur diesel, et la presse vantait dans tous les articles « l'écologie » du moteur diesel, affirmant qu'il pollueait moins que le moteur à essence.

Le problème aujourd'hui, c'est qu'on a inversé la tendance, et qu'il existe, surtout en France, un gros déséquilibre de la demande entre l'essence et le gazole. Il faut donc impérativement pour les pétroliers revenir à l'équilibre, et contrairement ce que croient les gens, il n'est pas question d'éradiquer les moteurs diesel, au risque de retourner aux années soixante.

COMMENT RÉSOUDRE CE DILEMME ?

Sachant qu'entre deux moteurs, les gens choisiront toujours le plus performant, il faut donc faire une campagne de dénigrement du moteur préféré des usagers. On mobilise donc les politiques et la presse, ..., et c'est parti pour façonner l'opinion publique, et fabriquer le consentement.

Et vous verrez que quand on sera revenu à l'équilibre (2 véhicules essence pour 1 véhicule diesel) comme par magie, on retrouvera des vertus au gazole. D'autant que le gros problème du diesel c'est le rejet des particules, et qu'il a été résolu par l'adjonction de filtres à particules qui piègent 99% des émissions.

Libres propos de Jos Hombroek (Extrait d'internet)

LE RECYCLAGE DES PLASTIQUES VERSION WALLONNE

La Wallonie croule sous une montagne de déchets de plastique que la grande distribution fourgue à tour de bras au consommateur lambda. En effet, lorsque nous quittons un supermarché, le caddie rempli de victuailles et de produits de toute nature, nous revenons aussi avec un tas d'autres choses, notamment divers emballages, qui nous ont été gracieusement facturés. Et oui ! La grande distribution n'est pas aussi désintéressée qu'on peut le croire... Donc ces emballages non désirés nous sont rarement voire jamais offerts ! Parfois, nous prenons un article emballé pour deux flacons, dont l'un est gratuit dit l'étiquette ou la publicité. Ces deux articles sont enveloppés dans un carton, lui-même enrubanné dans un film plastique. Une fois déballés nous voilà effectivement avec deux articles et une foulditude d'objets en plastique dont nous ne savons que faire. Généralement, nous nous empressons de les placer dans un sac plastique destiné à la déchetterie. Recyclé, il permet des miracles dans des domaines aussi variés que la médecine, l'automobile ou la prolongation de vie des aliments.

Avant d'être transformé dans ces différents domaines, les déchets de plastique sont nettoyés, désodorisés et convertis en une matière réutilisable qui sera ensuite dirigée dans des secteurs demandeurs. Habituellement, ce sont les Chinois qui exécutent ces opérations. C'est vrai que ce grand pays est friand de nos surplus et achète déjà nos papiers périmés qu'il



transmue par la suite avant de nous les refiler. Pour le plastique, la Chine arrive à saturation et les monticules indésirables s'amoncellent dans nos déchetteries. Le gouvernement wallon, lui se prépare à lancer un appel à projets financés avec l'argent public. Il se dit prêt à investir à coups de millions d'euros afin qu'une filière de recyclage privée prenne la relève dans nos contrées.

Nos voisins Allemands, eux, ont compris que c'était à la grande distribution à prendre ses déchets en charge. L'Allemagne n'est pourtant pas, sur le plan politique, gérée par une horde de gauchistes ou de doux rêveurs écolos. Lorsqu'il achète une bouteille en plastique ou une quelconque canette, le consommateur allemand doit s'acquitter d'une caution d'un euro qui lui est restitué une fois le déchet ramené. À la grande surface de se débrouiller avec ses encombrants déchets. Pour le gouvernement wallon, cette façon de faire est trop simple et n'entre pas dans ses mœurs politiques. Il préfère cajoler la grande distribution dans le sens du poil. Avec 16 kilos de déchets par an et par Wallon, cette manière d'agir serait plus lucrative et moins onéreuse pour le contribuable. A l'heure des grandes manifestations contre le réchauffement climatique, cette initiative de refiler la patate chaude à ceux qui nous inondent de déchets serait sans aucun doute la bienvenue. Mais au fait, comment se passe l'après manif... Que deviennent ses cartons gribouillés de slogans ? Que deviennent les poubelles publiques débordants de cannettes (pour autant qu'elles ne jonchent pas le sol !) ? Combien de kilos de déchets sont ainsi récoltés ?

Des armées d'ouvriers communaux, après le joyeux tapage des manifestants, les amassent dans les bennes de camions et tout ça aux frais du contribuable... Ces ouvriers communaux et

ces contribuables sont-ils comptabilisés parmi le nombre de manifestants ?

Freddy Guidé

MAIS QU'EST-CE QU'ON A FAIT AUX ENFANTS !

Le nonce apostolique à Paris accusé de mettre les mains aux fesses. Le Vatican décrit dans un livre – Sodoma – comme la plus grande communauté homosexuelle du monde !

L'Eglise catholique vit un enfer. Surtout, elle pensait avoir l'éternité pour rendre des comptes, mais l'accumulation des scandales a fini à l'obliger de se soumettre au temporel. Au point de contraindre le pape à convoquer un sommet (synode) sur les abus sexuels sur mineurs. Il était temps. Des prêtres par milliers ont fait des victimes par milliers. Avec la bénédiction de l'institution qui protégeait les fautifs quand ils abusaient de leurs ouailles. Un scandale qui mérite bien une discussion sommitale hic et nunc avant que Dieu ne s'en mêle après de deux mille ans de laisser faire.

Les présidents des conférences épiscopales de la planète sont donc invités à confesser cons, fesses et zizis tripotés pour atteindre l'acmé d'une prise de conscience collective. Tolérance zéro pour les pédophiles, a dit le pape François. Et pour preuve de sa bonne foi, c'est bien le moins, il expose en place publique la déchéance de l'ex-cardinal de Washington. Pour la première fois dans l'histoire moderne selon le journal «la Croix» (catholique), un cardinal est renvoyé de l'état clérical. L'homme

PAPE FRANÇOIS, SABRE AU CLERC



avait des protections au plus haut niveau des cieux romains ; c'est fini. C'est pareil pour Monseigneur Punderson, ex-personnage important de l'équivalent de la cour de cassation de l'Église qui a été mis à la retraite la semaine dernière. Les premières rumeurs à son sujet étaient déjà là il y a trente-six ans raconte un prêtre qui a été sa victime.

L'Église aime prendre son temps. Monseigneur Barbarin (évêque de Lyon) en tête qui on s'en souvient, avait lâché «grâce à Dieu, les faits sont prescrits» à propos de l'affaire du père Preynat, mis en examen pour agressions sexuelles. François Ozon raconte cette histoire dans son dernier film (grâce à Dieu). L'avocat de l'accusé voulait l'interdire de projection au nom de la présomption d'innocence. Il a perdu en première instance. Le film a remporté le grand prix au festival de Berlin. Sera-t-il projeté au Vatican ?

Pas sûr. Comme ne le sont pas davantage les conclusions du sommet. Le pape veut «mettre fin à la culture de l'abus» et la remplacer par «une culture de la protection», c'est vague. La conférence des évêques de France appelle à ne pas surdimensionner l'évènement présenté comme «un long cheminement qui ne pourra à lui seul résoudre

tous les problèmes de l'Église».

C'est dire si personne ne se fait d'illusion sur ce qui va en sortir. Tant que le Vatican restera figé sur le dogme du célibat des prêtres, qui nie leur sexualité. Il n'aidera pas à sortir des déviances de certains. Mais qu'est-ce que l'Église a fait au bon Dieu pour mériter pareille tartuferie ?

Le Canard enchaîné

SYNODE, IL Y A EU...

Le synode sur la pédophilie a eu lieu à Rome après la parution de cet article du Canard enchaîné. Il a surtout débouché sur un blabla apostolique. Il a profondément déçu les associations de victimes de pédophilie. Aucune action concrète n'a été prise pour enrayer ce phénomène. Selon le pape, ce ne sont pas des curés qui ont tripoté des enfants mais faut y voir la main de Satan... Ben voyons !

Freddy



MA MÈRE, 94 ANS ET INTERNET

A l'heure où tout se dématérialise pour céder la place au numérique, Jacques Toubon, le défenseur des droits en France, publie un rapport accablant. Petit à petit, les dernières boutiques SNCF où il était encore possible de se procurer un billet de train à un être humain (deux yeux pour voir, deux oreilles pour écouter, une bouche pour parler et tout le reste) ferment leurs portes et les petites gares tendent à disparaître tandis que dans ce nouveau monde numérisé à marche forcée, un tas de gens sont largués. Pas seulement le demi-million de Français qui vivent dans des zones dites «blanches» où la grande fée internet reste impuissante (je me souviens de petit hameau de montagne chez un ami où pour bigophoner, il fallait quitter l'habitation). Pas seulement les 6,7 millions de Français qui ne se connectent jamais à la toile, ceux qui ne possèdent pas d'ordinateur personnel... et tous ceux qui ne sentent pas dans le coup soit un tiers de la population adulte soit près de 20 millions de personnes (c'est énorme), s'avouent pas du tout ou peu compétents face à un ordinateur.

Comme par hasard, ce sont les plus fragiles, ceux qui ont le plus à y perdre : retraités, handicapés, chômeurs, minimexés, immigrés. On leur demande de cliquer ici, puis là sur l'écran, de remplir en ligne des foutititudes de formulaires, de posséder des identifiants et des mots de passe, de télécharger des pièces jointes, de formuler leur demande ultérieurement en cas d'échec, de s'adapter au jargon du Net et aux différents process imaginés par des informaticiens qui ont décrété que chacun devait parler leur charabia. En conclusion de son

rapport, rédigé après des milliers de plaintes reçues par ses services, le défenseur des droits propose que l'on conserve plusieurs modalités d'accès aux services publics ou d'accompagner les personnes en difficulté...

Et chez nous, en Belgique, comment ça se passe-t-il ? Vous avez déjà tenté de joindre le service public par téléphone par exemple ? Après avoir formé tous les numéros du clavier, vous entendez une voix qui vous dit que pour obtenir telle information, tapez 1 pour la suivante, tapez 2 puis 3. Pour parler à un interlocuteur, armez-vous de patience ou visitez le site internet...

Freddy Guidé

Petit rappel:

Amis lecteurs, si ce n'est fait, il est temps de penser à votre cotisation annuelle afin de continuer à recevoir la version papier de Nouvelles.

Bien cordialement

 Association
Culturelle
Joseph
Jacquemotte

ACTIVITÉS AVRIL 2019

RENCONTRE/LECTURE

LA PORTE DES LIONS

AVEC MICHEL CLAISE

C'est une rencontre intimiste que nous vous proposons le 13 avril à 15h00, Michel Claise nous fera le plaisir de venir à Charleroi pour une rencontre/lecture autour de son dernier roman «La porte des Lions». Nous vous donnons rendez-vous à «Livre ou verre», 6 passage de la bourse, 6000 Charleroi

LECTURE MICHEL CLAISE

LE 13 AVRIL 2019 À 15H00

LA PORTE DES LIONS

ROMAN

UNE ORGANISATION DE PROGRÈS A.S.B.L.
EN COLLABORATION AVEC LIVRE OU VERRE
ET LE SOUTIEN DE
LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES



LIVRE OU VERRE
PASSAGE DE LA BOURSE
6000 CHARLEROI

3 AVRIL 2019
15H00

EDITEUR RESPONSABLE R.TANGRE 071/30.39.12

CONFÉRENCE DÉBAT:

UNE AUTRE EUROPE EST-ELLE
POSSIBLE?

AVEC NICOLAS CUÉ

Le 26 mai, il ne sera pas seulement question de renouveler les parlements fédéraux et régionaux dans notre pays. Il faudra renouveler également le parlement européen.

C'est pour parler des enjeux européens que Progrès et Culture invite Nico Cué, syndicaliste fraîchement retraité et co-candidat du Parti de la Gauche Européenne à la présidence de la Commission européenne. L'Union est-elle réformable? Quel programme et quelles moyens d'actions peuvent être engagés par les progressistes pour répondre aux enjeux sociaux, climatiques et démocratiques de notre temps?»

Rendez-vous le 18 avril 2019 à 19h00 à La Maison de la Laïcité Courcelloise (5 rue Emile Vandervelde, 6182 Souvret

Progrès et culture vous invite
à une rencontre-débat

Une autre Europe est-elle possible ?

Avec **Nico Cué**
ancien secrétaire général de la MWB (FGTB) et
candidat du Parti de la Gauche Européenne
à la présidence de la Commission Européenne

**Le 18 avril 2019
à partir de 19h**

La Maison de la laïcité courcelloise
5 rue Emile Vandervelde
6182 Souvret

Organisé par :

Avec le soutien de :

4d résp: Robert Tangre, 11, rue Julien Lahaut 6020 Dampremy